



Réf : NS/FG/2017-042

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Cabinet du Maire
Tel : 04 67 69 75 76

Objet :
Accueil de migrants demandeurs d'asile

Le 6 juin 2017

Monsieur le Président,

Vous avez été récemment élu à la tête de notre pays et en premier lieu, je voudrais vous adresser mes vœux pour que votre mandat et vos orientations permettent le redressement de notre économie et le retour au vivre ensemble.

Dans votre nouvelle fonction, la France et ses concitoyens ont besoin aujourd'hui, que vous fassiez preuve d'audace et, en même temps, de dextérité dans les décisions que vous allez être amené à prendre dans les prochains jours, les prochaines semaines....

Si je vous interpelle aujourd'hui, c'est parce que dans la Commune où j'ai le plaisir d'exercer les fonctions de Maire, comme dans 61 autres de l'hexagone, je crois pouvoir affirmer que nous ne sommes absolument pas considérés comme des élus responsables.

La SNI, filiale immobilière de la Caisse des Dépôts et Consignations s'apprête à transformer 62 hôtels F1 du groupe ACCOR, en infrastructures de logements d'urgence pour des migrants demandeurs d'asile. Certes notre République est par tradition, une terre d'accueil, mais a-t-on envisagé un seul instant les conséquences pour nos 62 Communes et pour nos concitoyens ? Je veux bien croire que oui, mais alors pourquoi vouloir nous cacher cette opération ?

Car aucune information officielle ne nous est parvenue à ce jour. Loin des passions, la moindre des choses aurait été d'ouvrir une concertation avec les acteurs locaux et au premier rang les Maires. Est-il vrai que des consignes ont été données aux préfetures pour ne nous répondre sur ce sujet, qu'une fois les choses définitivement scellées ? Et là aussi, je veux bien croire que oui car aucun responsable de la préfeture de l'Hérault ne croit utile de répondre à mes appels sur ce sujet.

Ne pensez-vous pas que la démocratie moderne et constructive que vous proposez d'incarner, soit mise à mal par de telles méthodes de l'appareil de l'Etat ?

Aussi, Monsieur le Président, je vous lance un appel, j'en appelle à votre bon sens démocratique afin que nous puissions, avec l'ensemble des Maires concernés et les représentants de l'Etat, ouvrir une véritable concertation qui permettrait de débattre, en amont, pour régler des problématiques qui pourraient s'avérer insolubles in fine.

Je vous remercie pour l'attention que vous porterez à cette doléance et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes respectueuses salutations.



Noël SEGURA,
Maire,
Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Respectueusement

Segura